

Développement local et régional : Et maintenant ?

Nous sommes un collectif d'organisations, nationales, régionales et locales, issues de divers secteurs et de citoyens impliqués dans le développement des communautés. C'est-à-dire que nous pensons et travaillons depuis déjà plusieurs années à soutenir les communautés locales (quartier, village, MRC, etc.) qui se prennent en main et s'efforcent d'organiser leur développement tant économique que social, culturel et environnemental. Actifs dans toutes les régions du Québec, ensemble nous regroupons plusieurs centaines d'organisations et des milliers de citoyens engagés dans leur communauté locale.

Ce qui nous réunit, ce sont les valeurs que nous portons. Nous croyons à l'importance du développement local concerté. Ces communautés ne veulent pas être dépendantes, bien au contraire, elles veulent prendre en main leur devenir collectif.

Notre expérience nous montre qu'un développement global et durable ne peut se faire sans un travail de concertation avec des intervenants de tous les secteurs et ce, tant localement que régionalement. Nous sommes également convaincus qu'il faut tenir compte des dimensions spécifiques aux milieux ruraux et, en ce sens, nous déplorons que le gouvernement ait décidé de se « priver » de l'outil important qu'est Solidarité rurale du Québec.

Nous sommes grandement interpellés par les récentes annonces du gouvernement du Québec. Des questions se posent sur l'avenir du développement local et régional et nous souhaitons les soulever. Au-delà des structures qui seront abolies, il y a des communautés et des personnes qui ont des besoins réels qui ne doivent pas être laissés pour compte. Nous croyons que le débat devrait porter davantage sur les besoins des communautés et des personnes, plutôt que sur les structures; celles-ci étant des outils pour répondre aux besoins.

Nous avons développé au Québec un modèle où la prise de décision est bien souvent partagée, impliquant les élus, mais aussi les citoyens et différentes organisations de plusieurs secteurs d'activités. *Quelles structures permettront cette participation conjointe des élus locaux et de la société civile ?*

À travers toute cette réorganisation, se posent également des questions fondamentales quant au rôle de l'État. *Comment l'État (le gouvernement dans toutes ses composantes) pourra-t-il continuer à être un « partenaire » du développement local ?* La disparition de plusieurs bureaux régionaux de ministères, la diminution des budgets d'Emploi-Québec, les coupures dans les budgets de la santé publique et la réorganisation du réseau de la santé et des services sociaux, ainsi que la fusion des commissions scolaires questionnent en effet sur le maintien de cette implication gouvernementale dans le développement des communautés. Si ces moyens disparaissent ou ont moins de pouvoir d'agir, *de quelles façons le gouvernement sera-t-il partenaire du développement local intégré au-delà d'un pacte fiscal à renouveler ?*

Pour être efficace, le développement des territoires, compte tenu de sa complexité et de la diversité des enjeux, doit se faire avec l'ensemble des acteurs d'une communauté et l'implication des citoyens et des citoyennes. *Comment allons-nous susciter cette concertation ? Comment soutenir, préserver et encourager la participation de tous les secteurs de la société au développement de leur territoire dans ce nouveau contexte de disparition de lieux de concertation locaux et régionaux ?* La situation est particulièrement préoccupante dans des

secteurs essentiels à notre société, tels que le développement social, la culture et l'environnement, qui ne peuvent s'autofinancer et doivent compter sur un certain soutien de l'État.

Réfléchir ensemble pour construire l'avenir

Les politiques de rigueur budgétaire ne peuvent remplacer une vision du développement de nos communautés. Nous proposons au gouvernement du Québec et à d'autres acteurs de la société québécoise de se joindre à nous et à plusieurs autres organisations **pour créer un « chantier de travail »**. Il s'agit de trouver collectivement de nouvelles voies pour le développement local et régional. Les structures doivent toujours s'adapter et être modifiées, mais pour qu'elles soient vraiment plus performantes, prenons le temps collectivement de déterminer comment nous ferons face aux défis du développement de nos communautés.

Cet espace de dialogue permettrait de **renforcer les mesures de transition**, afin que les changements à venir se réalisent sans perdre les acquis et les expertises accumulés au cours des années. Par exemple, pour l'instant, rien n'a été prévu pour définir la place du développement social dans le cadre de la réorganisation locale et régionale.

Voilà pourquoi nous invitons le gouvernement à tenir et à participer, d'ici l'été 2015, à des rencontres sur les mesures de transition et sur un modèle de développement social et collectif. Ce modèle devra nous permettre d'aller de l'avant et d'inventer les formes de gouvernance nécessaires au développement de nos régions et de nos communautés locales. Ces lieux d'échanges et de réflexions viendront, par la suite, alimenter le gouvernement dans sa prise de décisions. Il est important de réaliser rapidement ces réflexions notamment parce qu'elles pourraient alimenter les discussions Québec/Municipalités pour un nouveau pacte fiscal.

Cet appel se veut un cri du cœur d'organisations et de citoyens et de citoyennes profondément convaincus que le Québec que nous voulons passe par des communautés locales et régionales solides, ayant en main les outils nécessaires pour assurer leur développement.

Alain Coutu, Pierre Prévost, Jean Tremblay, Réal Boisvert, Jean-François Aubin, Martine Fordin, Céline Guérin, Sophie Garant, citoyens impliqués dans le développement des communautés

Christian Bélanger, Approche territoriale intégrée, St-Sauveur

Claude Chagnon, président, Fondation Lucie et André Chagnon

Claude Ouellet, ATENA (Rimouski)

David Marshall, président et Monique Côté, directrice générale, Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI)

Denis Bourque, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC), Université du Québec en Outaouais

Denis Lapointe, Président du Réseau québécois de Villes et Villages en santé et maire de Salaberry-de-Valleyfield

Eve-Isabelle Chevrier, directrice générale, Table nationale des corporations de développement communautaire

France Brochu, Directrice, Dynamo- Ressource en mobilisation des collectivités

France Fradette, présidente et Christiane Lussier, coordonnatrice, Réseau québécois de développement social

François Labbé, Table de quartier Vanier

Isabelle Mercure, Approche territoriale intégrée, Limoilou

Jean-Panet Raymond, Professeur émérite, École de service social, Université de Montréal

Jocelyne Bernier, présidente et Geneviève Giasson, directrice générale, Communagir

Karine Leducq, Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CSSS (RQIIAC)

Karole Forand, directrice générale. CDEC de Sherbrooke

Lucie Villeneuve, présidente et Jacques Beaudet, directeur général, CDEC de Québec

Marie-José Fortin, Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial de l'Université du Québec à Rimouski

Michaël Nolet, RUI Chameran-Lebeau

Nathalie Fortin, présidente, Coalition montréalaise des tables de quartier

Patrick Duguay, président et Nancy Neamtan, directrice générale, Chantier d'économie sociale du Québec

Pierre-André Tremblay, Ph. D., DSH, Université du Québec à Chicoutimi

Revitalisation urbaine intégrée de Laval

Sandy Tremblay, Ascot en Santé

Vivre St-Michel en santé

William A. Ninacs, président, Coopérative de consultation en développement La CLÉ